

LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 21 AVRIL 2017

SOMMAIRE

- 1) **Le vote des...**
- 2) **Le débat sur le populisme de...**
- 3) **Une campagne très particulière**
- 4) **L'économie selon Mélenchon**
- 5) **2017 l'année de toutes les surprises**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) **Entre Le Pen et Mélenchon, le vote des ouvriers balance**



Jean-Luc Mélenchon lors de sa marche parisienne du 18 mars. Photo Boris Allin. Hanslucas pour Libération

Le FN et La France insoumise devraient faire le plein de voix dimanche parmi ces «oubliés» de la classe politique. Avec avantage au premier, et à l'abstention.

«Jaurès aurait voté Front national.» Utilisé en 2009 par le parti lepéniste, ce slogan avait fait grand bruit. L'objectif était simple, et il le reste aujourd'hui : se faire le représentant des classes industrielles, ouvriers en tête. Dans les urnes au moins, ce but semble atteint. En 2012, 33 % des ouvriers ayant voté avaient accordé leurs suffrages à Marine Le Pen. Cinq ans plus tard, si l'abstention reste majeure chez les ouvriers, la candidate du FN pourrait gagner une dizaine de points dans cette catégorie d'électeurs. Selon la dernière livraison de l'Ifop, elle glanerait 44 % de leurs votes. Loin, très loin devant Jean-Luc Mélenchon (17 %), Emmanuel Macron (17 %), Benoît Hamon (9 %) et François Fillon (7 %). Sans parler d'un Philippe Poutou, lui-même ouvrier, ou de Nathalie Arthaud, qui revendique de défendre presque exclusivement cette catégorie. Voilà pour la photo. Mais depuis le premier débat qui a rassemblé le 20 mars sur TF1 les cinq candidats en tête dans les sondages, la dynamique apparaît en faveur de Mélenchon, lequel, dans la période, a gagné sept points chez les ouvriers quand Marine Le Pen, elle, en a perdu quatre. Une tendance que n'a pas manqué de souligner, pour s'en réjouir, le patron du PCF, Pierre Laurent.

Il n'empêche, le leadership frontiste au sein des électeurs ouvriers reste incontestable. Et pour le FN, cet apport électoral se double d'un précieux supplément d'âme : le parti ne manque pas une occasion de se poser en champion des «petits» et des «oubliés», face à une gauche «mondialiste». La tendance n'est pas neuve : dès les années 90, son succès naissant parmi les ouvriers poussait Jean-Marie Le Pen à nuancer un discours jusque-là franchement libéral. Le politologue Pascal Perrineau forgeait à la même époque le concept de «gaucho-lepénisme», désignant le vote FN d'électeurs populaires issus de la gauche ou se réclamant toujours d'elle. De 1988 à 2012, à chaque présidentielle sauf celle de 2007, le parti d'extrême droite n'a cessé d'améliorer ses résultats auprès des ouvriers. Une tendance qu'il a encouragée par son programme et sa propagande :

outre Jaurès, le FN a aussi revendiqué ces dernières années l'héritage de Léon Blum ou Georges Marchais. Références étonnantes vu les origines du parti, et d'ailleurs accueillies avec consternation par certains frontistes.

«Le communiste Jacques Duclos avait recueilli 33 % des voix ouvrières lors de la présidentielle de 1969, rappelle Jérôme Fourquet, directeur du département opinion de l'Ifop. Le FN de Marine Le Pen aurait donc aujourd'hui une audience ouvrière égale, voire supérieure, à celle du PCF de la grande époque.» Pour le sondeur, «c'est en tenant un discours de protection que le FN assure ce succès. Il s'agit de répondre à des insécurités aussi bien culturelles qu'économiques : d'un côté, une immigration qui fait dire qu'"on n'est plus chez nous" ; de l'autre, une mondialisation qui met l'ouvrier français en concurrence avec des pays aux coûts de production moins élevés. A cela s'ajoute un large rejet des élites et le sentiment répandu que Marine Le Pen "est la seule qui parle de nous, et dont on comprenne ce qu'elle dit".»

Nuances

Héritier du PCF, hégémonique parmi les ouvriers ? Ce portrait du FN appelle plusieurs nuances. D'une part, la diminution de la part des ouvriers dans la population active complique les comparaisons d'une époque à l'autre. Si cette catégorie représente toujours 20 % des actifs, la désindustrialisation a provoqué une nette baisse de ce chiffre sur les dernières décennies. Les ouvriers sont aussi la classe qui s'abstient le plus aux élections : en 2012, près de 30 % d'entre eux ne s'étaient pas rendus aux urnes. De quoi relativiser le poids réel du vote ouvrier en faveur du FN - comme celui des jeunes, lui aussi caractérisé par une forte abstention. Dans une récente étude de l'Ifop, 60% des ouvriers déclaraient ainsi n'avoir «jamais voté pour le Front national».

Quant à l'idée d'un transfert direct de voix du PCF vers le FN, elle est remise en question par les travaux du chercheur Florent Gougou. «Ce ne sont pas nécessairement les mêmes ouvriers qui jadis votaient pour la gauche et aujourd'hui votent pour l'extrême droite, expliquait celui-ci lors d'un colloque à la Fondation Jean-Jaurès, en avril 2016. Le moteur du changement, c'est d'abord le renouvellement des générations : les ouvriers qui portent le vote FN sont de nouvelles générations d'ouvriers. Et en 2012, seuls 12 % des ouvriers ayant voté pour le FN se disaient de gauche ; ils étaient en revanche 49% à se dire de droite. Le vote des ouvriers pour le FN n'est donc que marginalement un vote d'ouvriers qui viennent de

la gauche.»

Dernière limite à la comparaison : l'écart entre le niveau d'encadrement de la classe ouvrière par le PCF d'antan et celui du FN d'aujourd'hui. Avec la CGT comme relais syndical, une présence militante massive et le contrôle d'innombrables mairies et associations, le communisme français représentait une véritable contre-société dont le Front est encore loin. Dans les années 90, les syndicats créés par le parti dans les prisons, à la RATP ou à la Poste seront interdits par la justice. En 2015, le FN avait annoncé la création d'un «Front syndical» destiné à «aider les militants qui subissent la chasse aux sorcières dans leurs syndicats en raison de leur vote FN». Le projet n'a, depuis, guère laissé de traces.

Dominique Albertini



LAPRESSEENREVUE.EU

II) Le populisme de gauche, au-delà des malentendus

Par Fabien Escalona

Le recours à la notion de populisme de gauche fait l'objet de vifs débats intellectuels dans le cadre de la campagne présidentielle. Ses partisans l'utilisent dans le but de forger un sujet politique nouveau, potentiellement majoritaire, articulant des demandes sociales hétérogènes. Née dans un contexte de défaite du mouvement ouvrier, cette proposition circule d'autant mieux que la crise de la représentation s'est accentuée depuis 2008. Mais elle n'est pas sans poser problème.

Seules des enquêtes postélectorales sérieuses pourront identifier les ressorts de la dynamique en faveur de Jean-Luc Mélenchon en cette fin de campagne présidentielle. À ce stade, le candidat de La France insoumise n'a en tout cas aucune raison de regretter la stratégie qu'il a adoptée, consistant à « fédérer le peuple » plutôt que « rassembler la gauche ».

Mélenchon s'en expliquait dès l'été dernier, dans un entretien à Mediapart : « Plutôt que nous épuiser dans une bataille d'étiquettes qui ne parle pas à la société, nous avons intérêt à toucher les profondeurs du pays. » Le résultat se voit aujourd'hui dans sa propagande électorale et ses meetings. Contrairement à 2012, on n'y voit ni sigle, ni code qui rattacherait symboliquement le candidat à la gauche historique. La couleur rouge, par exemple, ne se retrouve que dans le discret logo « phi » qui orne ses affiches et ses tracts, ou juxta le bleu et le blanc des drapeaux français massivement présents lors des rassemblements d'Insoumis.

Plusieurs analystes ont repéré à quel point cette stratégie est, au moins en partie, inspirée des travaux de Chantal Mouffe. Présente aux côtés de Jean-Luc Mélenchon le 18 mars, lors de la marche des Insoumis de Bastille à République, la philosophe a rédigé avec son époux Ernesto Laclau un livre paru en 1985, Hégémonie et stratégie socialiste (HSS). C'est à partir de cet ouvrage fondateur qu'est née la proposition du « populisme de gauche », que Mouffe a ensuite explorée dans plusieurs ouvrages et au cours d'un récent dialogue avec le cofondateur de Podemos Íñigo Errejón.



Chantal Mouffe et Jean-Luc Mélenchon marchent vers République © Stéphane Allières

Le terme circule au niveau européen. Il est

revendiqué par des secteurs de la gauche radicale allemande, tandis que l'entourage de Jeremy Corbyn y a vu une stratégie possible pour rendre plus attractif le projet du nouveau dirigeant travailliste. Cette circulation, et son appropriation par Mélenchon et ses amis en France, ont cependant suscité une série de critiques de la part d'intellectuels proches de la gauche, attachés à démonter un concept qu'ils jugent ambigu voire dangereux. On voudrait défendre ici une vision plus positive de cette proposition, sans considérer qu'elle soit pleinement satisfaisante.

Du populisme « tout court » au populisme de gauche

L'usage intempestif du mot « populisme » crée trop souvent, il est vrai, une confusion regrettable. De trop nombreux individus, partis et mouvements sont amalgamés sous cette étiquette, plus souvent disqualifiante que réellement descriptive. Les mettre dans le même panier aboutit à euphémiser la démagogie et la xénophobie de la droite radicale, qui ne sont plus dénoncées comme telles (lire l'entretien du chercheur Frédéric Zalewski sur Mediapart).

Cela dit, un usage plus précautionneux de la catégorie populiste est possible, en suivant les préconisations du politiste néerlandais Stijn Van Kessel. De la même façon que le « chat-chien » n'existe pas dans la réalité, alors que le chat et le chien ont tous deux quatre pattes et une queue, on évitera de décrire comme « populistes » deux acteurs qui n'ont en commun que le fait de parler du peuple, ou de critiquer les élites. En revanche, rien n'interdit d'utiliser le terme lorsque toutes les composantes du populisme sont repérables dans un discours, à savoir la mise en scène d'un conflit entre le peuple et les élites dirigeantes, les secondes étant accusées de menacer la souveraineté et les intérêts du premier, dont « le populiste » se veut le porte-voix.

Pour être encore plus précis, il reste à distinguer entre la rhétorique populiste qui peut être employée sporadiquement par des acteurs très différents, et les partis populistes qui font de cette rhétorique une composante durable de leur identité, néanmoins irréductible à cette seule dimension. En effet, le populisme ne saurait offrir une vision du monde complète et cohérente, et encore moins un programme de gouvernement clés en main. Au mieux, il s'agit d'une idéologie « fine » ou « partielle », qui nécessite d'être articulée à d'autres lorsqu'il s'agit de traiter des grands enjeux matériels et symboliques d'une

société.

Comme le nationalisme – cette idéologie de rassemblement national dont il existe des versions guerrières ou pacifiques, impériales ou libératrices, mercantilistes ou socialisantes –, le populisme est surtout une façon de découper l'espace politique et d'y nouer une relation entre un (ou des) porte-parole et un « peuple », dont les contours dépendent précisément du type de populisme auquel on a affaire. De fait, il existe bien des versions de droite et de gauche du populisme, dont les différences en termes de substance politique l'emportent sur la stratégie de mobilisation qu'elles ont en commun.

Comme l'écrit le politiste grec Giorgos Katsambekis, « il est pratiquement impossible et méthodologiquement erroné d'adopter une position normative vis-à-vis du populisme tout court, comme s'il était intrinsèquement bon ou mauvais, réactionnaire ou progressiste, démocratique ou antidémocratique ». Enfonçant le clou, Katsambekis souligne que « rallier un peuple pluriel autour de demandes d'égalité sociale et de droits politiques, et contre des élites irresponsables », reste qualitativement différent d'un ralliement « de “natifs” contre ceux qui ne sont pas ethniquement ou culturellement “purs”, autour d'une demande de priorité vis-à-vis de ces derniers ».

Il ne s'agit pas seulement d'une remarque théorique. Le populisme de gauche existe, on peut le rencontrer. Dans l'Histoire, d'abord. On ne saurait négliger que le terme est né avec des mouvements plutôt démocratiques et égalitaires, dans la Russie et les États-Unis de la fin du XIXe siècle. Dans le présent, ensuite. Podemos en Espagne a été le plus en pointe de ce type de réflexion, avec le souci de créer une identification entre tous les « gens » qui ne se sentaient ni représentés ni respectés par la « caste ». Syriza en Grèce a usé d'un langage unifiant tous les groupes se sentant lésés par les élites nationales et internationales, en mobilisant moins sur une identité commune que sur les différents « manques » que leur auraient fait subir ces élites, notamment via les mémorandums infligés à la population.

Dans ces deux exemples, la gauche alternative a accompli des percées d'une ampleur inédite dans le reste de l'Europe et dans le passé récent des deux pays concernés. L'originalité discursive n'est sans doute pas pour rien dans ces dynamiques, introuvables du côté des appareils de

la gauche radicale traditionnelle. Mais si l'on s'attache à la seule confirmation qu'un discours populiste peut s'articuler avec une identité de gauche incontestable, on peut aussi la trouver dans des cas de marginalité électorale persistante. Au Royaume-Uni, Luke March a montré comment de petites formations, comme Respect ou le Parti socialiste écossais, se sont distinguées à la fois des partis mainstream par un discours clairement anti-élitiste en plus d'être centré sur le peuple, et des autres partis populistes de droite par un discours beaucoup plus inclusif et égalitaire.

Le populisme de gauche n'est pas l'ennemi du pluralisme

Une bonne part des critiques du populisme de gauche cible l'homogénéisation et la fétichisation du peuple auxquelles se livreraient ses promoteurs. Dans un texte pour La Vie des idées, proposant par ailleurs des pistes stimulantes pour enrichir la démocratie au-delà des rendez-vous électoraux, Pierre Rosanvallon dresse carrément « un parallèle avec le phénomène totalitaire ». Le point de contact se situerait dans « une appréhension perverse de l'idéal représentatif [et une réduction de la] division du social sous les espèces d'une exaltation de l'Un et de l'homogène ».



On retrouve la même logique argumentative dans l'essai de Jan-Werner Müller, Qu'est-ce que le populisme ? (lire son entretien sur Mediapart). Selon lui, « les populistes sont nécessairement anti-pluralistes », puisqu'ils revendiquent le monopole de la représentation populaire et délégitiment toute médiation perturbant l'identité fusionnelle entre gouvernants et gouvernés. Or, la démocratie ne peut pas être confondue avec la tyrannie d'une majorité. Elle n'existe pas sans le règne de la loi, la vigilance de contre-pouvoirs, et des pratiques délibératives dans la formation des choix collectifs.

Il se trouve que l'approche de Mouffe, inspiratrice du populisme de gauche contemporain, se situe aux antipodes de ces dérives, en tout cas sur le plan théorique. L'ouvrage fondateur de 1985 (HSS) reprochait justement aux sociaux-démocrates et aux communistes leur incapacité à intégrer les revendications démocratiques des nouveaux mouvements sociaux (féminisme, LGBT, écologie politique). Avec leur projet de démocratie radicale, Laclau et Mouffe ne visent pas seulement la prise en compte de la multiplicité des identités au-delà des intérêts supposés de la classe ouvrière. Ils souhaitent éviter de les figer institutionnellement, afin de préserver des identifications toujours plus libres et variables.

Cela s'explique par leur conception anti-essentialiste de la société et des individus, reconnaissant la « plasticité humaine » et refusant de l'enserrer. C'est cet anti-essentialisme qui leur a permis d'alerter la gauche sur l'absence de relation mécanique entre une domination subie et la révolte contre cette domination. Partisans d'une approche résolument constructiviste du lien politique entre subalternes, ils estiment par ailleurs que le conflit social ne s'éteindra jamais. Toute réconciliation finale, comme celle que promet la vulgate marxiste une fois le capitalisme dépassé, est pour eux fantasmagique. Si un consensus se met en place, comme ce fut le cas parmi les élites dirigeantes avec le paradigme néolibéral durant les trente dernières années, on peut être sûr qu'il réprime des aspirations qui méritent d'être à nouveau considérées.

À cet égard, Pierre Dardot et Christian Laval durcissent excessivement la position de Mouffe dans leur analyse publiée sur Mediapart. Ils lui imputent une conception plébiscitaire de la démocratie, adverse à l'hétérogénéité du peuple, quand Mouffe ne cesse de réfléchir à la compatibilité entre des demandes sociales irréductibles les unes aux autres, le conflit à

assumer au niveau politique, et un cadre d'expression de ce conflit qui ne transforme jamais les opposants en ennemis. Elle le rappelle clairement dans son dialogue avec Errejón : « La démocratie radicale n'implique pas d'établir un modèle entièrement différent, exigeant une rupture totale avec la démocratie pluraliste, il s'agit d'une radicalisation des principes de liberté et d'égalité. »

Insistons-y : une force populiste ne peut pas être qualifiée de gauche simplement parce qu'elle pratiquerait des politiques de redistribution, ainsi que semble prêt à le concéder Rosanvallon dans un récent entretien à L'Obs. Elle peut l'être seulement lorsque la conception du peuple qu'elle construit est ouverte, inclusive et respectueuse des droits et libertés fondamentales. Dit encore autrement, c'est le « peuple-conflit » qui est l'horizon du populisme de gauche, pas le « peuple-Un », fût-il national ou social.

Jan-Werner Müller reconnaît d'ailleurs que chez Laclau et Mouffe, le « nous » à construire contre le « eux » reste toujours « contestable », contrairement à celui des mouvements dont il traite dans son ouvrage. Ayant postulé l'antipluralisme comme composante essentielle du populisme, il est cependant contraint de refuser ce label à certains acteurs ancrés à gauche, même lorsque ceux-ci le revendiquent. Podemos et Syriza, malgré les déceptions, ont plus enrichi et fait respirer les régimes représentatifs qu'ils ne les ont abîmés. Le projet de Jean-Luc Mélenchon, en tout cas sur le papier, ne tombe pas dans la dévalorisation des corps intermédiaires et contient des propositions visant à faire du peuple un protagoniste plutôt qu'un corps passif.

Müller en vient à suggérer qu'à moins de dériver « pour de vrai » vers l'antipluralisme, le populisme de gauche est une sorte d'oxymore se résumant à instiller un peu plus de passion dans le débat public. Dardot et Laval estiment de leur côté que s'il existe vraiment une différence entre populisme de droite et populisme de gauche, alors la notion se réduit à une décoration verbale sans contenu, puisqu'une gauche authentique contredirait les aspects les plus négatifs à leurs yeux du populisme.

C'est cependant manquer la spécificité de la stratégie populiste évoquée plus haut. Celle-ci consiste en un travail politique d'articulation de demandes et d'intérêts initialement épars, auxquels un discours d'opposition peuple/élites permet de donner corps, y compris en faisant l'économie des références propres aux culture

politiques les plus établies. Voilà un aspect sans doute dérangent pour tous ceux qui investissent la gauche d'une forte charge idéologique et émotionnelle. Pour dire les choses crûment à la façon de Gaël Brustier, il s'agit d'accepter et même de rechercher le vote « d'un électeur de "la droite Sardou" pour un candidat de la "gauche Monde Diplo" », sans mentir sur le contenu politique proposé mais en changeant la manière de s'adresser à lui.

Hormis le malentendu sur le pluralisme, c'est là que se logent d'autres résistances au populisme de gauche. Ce sont les plus intéressantes, car elles révèlent les difficultés les plus profondes d'une telle stratégie.

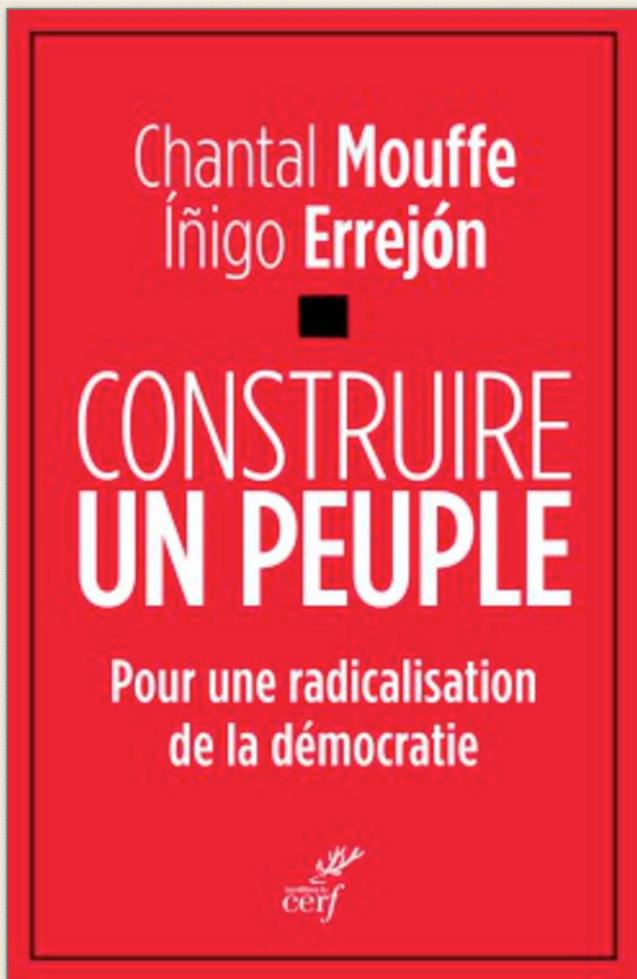
Une réponse à la crise de la représentation, après la défaite du mouvement ouvrier

Le populisme de gauche peut nourrir le scepticisme à cause de son évitement des discours de classe, auxquels il faudrait plutôt « redonner sens » pour le sociologue Éric Fassin, qui rejoint cependant Chantal Mouffe sur l'impératif de construction du peuple (lire aussi son entretien sur Mediapart). En lien avec ce reproche, un autre consiste à pointer une stratégie beaucoup trop fondée sur le discours, comme si sa seule puissance performative permettait de faire l'économie de mobilisations populaires par le bas, génératrices de solidarités concrètes et surtout durables.

Il est vrai que dans la littérature sur le populisme de gauche, l'insistance sur la malléabilité des identités politiques peut parfois dérouter, comme si le langage pouvait sculpter le réel hors de toute détermination matérielle. Dans un article passionnant à la recherche du sujet de l'émancipation au XXI^e siècle, les sociologues Dani Flic et Uri Ram soulignent que la « chaîne d'équivalences » évoquée par Chantal Mouffe pour articuler les différentes demandes démocratiques ne peut se penser dans un espace social sans relief. Les équivalences sont plus ou moins aisées à construire en fonction de la répartition du capital économique et culturel entre les individus, cette répartition tissant des proximités ou des éloignements « objectifs ». La réflexion en termes de structures de classe ne devrait donc pas être abandonnée.

Mouffe répond que sa conception du discours ne se résume pas à des jeux de langage et inclut des

pratiques sociales aptes à changer les représentations individuelles et collectives. Plus concrètement, si l'on observe les débats à l'intérieur de Podemos, on s'aperçoit qu'Errejón, porteur d'une ligne populiste dite « transversaliste » et battue au dernier congrès par celle plus classique d'Iglesias, voulait comme son concurrent « avoir un "pied dans la rue" en s'appuyant sur les mouvements sociaux, tout en ayant un "pied dans les institutions" pour lutter contre les politiques conservatrices et néolibérales ». On retrouve ici la dialectique que les partisans de l'eurocommunisme de gauche avaient tenté de tisser pour dépasser les limites respectives des traditions sociale-démocrate, communiste et gauchiste.



La question serait celle du calendrier. Dans Construire un peuple, son dialogue avec Mouffe, Errejón évoque deux cycles : celui d'une avancée dans les institutions politiques, permise par une crise de régime toujours susceptible de se refermer, et celui d'une reconquête culturelle du sens commun, par le bas et sur le temps long. « Les problèmes ne peuvent pas tous être résolus dans le temps imposé par ce que nous pourrions appeler la politique officielle », assume-t-il, en assurant que faire l'impasse sur les batailles

électorales équivaldrait à rater une « occasion cruciale » de faire avancer un agenda de progrès humain.

Toute la question est celle du prix à payer pour ne pas rater cette occasion, d'où le caractère passionnel des débats autour d'un éventuel accès au pouvoir de Jean-Luc Mélenchon, soupçonné de reproduire tous les travers de la personnalisation dont la Cinquième République nous a abreuvés à foison. Ce soupçon ne fait que traduire un autre reproche récurrent et sérieux, qui concerne la place du leader dans le populisme de gauche. Ses promoteurs savent que la question est délicate, sans pour autant ménager leurs critiques contre les libertaires et autres méfiants envers le pouvoir d'État.

Mouffe est en effet très claire, fustigeant le « fantasme de démocratie totalement horizontale et [le refus des] relations avec les institutions » de la part des Indignés, de Nuit debout ou d'Occupy Wall Street. Plus fondamentalement, elle est convaincue qu'un leader permet de représenter l'unité des demandes hétérogènes qui ne se retrouvaient jusqu'alors dans aucune culture politique établie. Selon elle, il est possible d'échapper à des relations autoritaires. C'est ce qu'essaie de conforter Errejón avec une remarque dérangeante pour les plus « réfractaires à la représentation » : même au sein de l'anarchisme espagnol, rappelle-t-il, la figure de Durruti a fait l'objet d'une appropriation chargée d'affect par des masses de travailleurs.

Sous-entendu : l'incarnation d'une force politique dans une individualité se détachant des autres est incontournable, et représente un risque à assumer dans la perspective de l'exercice du pouvoir dans un horizon proche. Mais à supposer qu'un leader populiste de gauche ne capture pas la puissance sociale qu'il sera parvenu à construire politiquement, ni Mouffe ni Errejón ne répondent à ce qu'il se passe lorsqu'il disparaît. En plus des dérives systémiques des expériences populistes au Venezuela ou en Argentine, leur entrée en crise tient également à la transition fort difficile de leadership.

En fin de compte, la stratégie populiste répond à un double contexte. Il y a d'un côté celui de la défaite historique du mouvement ouvrier depuis la fin des années 1970, qui laisse planer un doute sur l'efficacité mobilisatrice des vieux mots d'ordre. On peut certes regretter avec Dardot et Laval l'absence de dynamique unitaire de la « gauche de gauche », et entendre leur appel à la formation d'un « vaste bloc démocratique anti-néolibéral ».

Mais près d'un siècle après la tactique du « front unique », à qui cela parle-t-il encore ? Quelle base sociale cela représente-t-il, surtout après un quinquennat qui a brouillé encore davantage les repères, consécutivement à l'effondrement du communisme et à l'érosion structurelle de la social-démocratie ?

À ce titre, et avec toutes ses imperfections, la proposition du populisme de gauche a le mérite de proposer une voie plus créative, consistant à forger autrement que par le passé un sujet politique orienté vers l'émancipation. Son atout est de correspondre à un moment non pas seulement de crise, mais de crise de la représentation. Si Jan-Werner Müller a raison de souligner qu'il n'y a jamais eu d'âge d'or de la démocratie, de nombreux indices attestent d'une déstructuration des systèmes partisans les plus établis et d'une dégradation du circuit représentatif des régimes occidentaux, ces phénomènes étant en voie d'accélération depuis la crise économique globale de 2008.

On oublie souvent que Laclau a opposé le populisme à « l'institutionnalisme », c'est-à-dire la logique qui pousse un pouvoir institué à concevoir la forme d'État et l'ordre social existants comme des « limites infranchissables » aux demandes émanant de la société. Dans l'exacerbation d'une telle situation, les groupes sociaux les plus loyaux décrochent, devenant alors disponibles pour des stratégies visant à « incorporer » des citoyens dans des nouvelles identités politiques. Nous voilà peut-être à ce seuil, qui met à l'épreuve bien des certitudes et incite à la créativité. Alors que le bilan des expériences populistes latino-américaines est pour le moins contrasté, les stratégies habituelles de la gauche sont usées en Europe, et ce camp y est menacé de marginalisation.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Présidentielle : deux France irréconciliables ?

Par Robert Jules



Robert Jules: @rajules

Du même auteur

Macron face au risque du miroir aux alouettes

Trump ne fait pas ce qu'il veut

Présidentielle : pour les partis, c'est mal parti

A trois jours du premier tour de l'élection présidentielle, l'incertitude demeure. Quatre candidats peuvent prétendre au deuxième tour. C'est ce qui donne à cette présidentielle un caractère si particulier, à l'issue d'une campagne riche en rebondissements, notamment la décision de François Hollande de renoncer à se représenter.

En attendant de connaître le nom du vainqueur, une métamorphose du paysage politique français s'est opérée au fil des jours faisant apparaître l'existence de deux France irréconciliables. A la classique opposition droite/gauche - et leurs extrêmes - qui se partageait les votes, s'est substituée une nouvelle division. Non pas tant celle des progressistes et des conservateurs, comme l'avance Emmanuel Macron, mais plutôt celle des « réalistes » contre les « contestataires », ceux qui acceptent le système et ceux qui le rejettent.

Les premiers aspirent à diriger les affaires du pays à partir du cadre actuel, avec ses vicissitudes et le poids des intérêts divers. Ils proposent des réformes pour corriger les dysfonctionnements.

Les deuxièmes sont convaincus au contraire qu'il faut opérer un changement radical de ce cadre, condition première à toute nouvelle politique.

Quasi équilibre des deux camps

Cette division a toujours existé, mais la nouveauté réside dans le quasi équilibre des deux camps autour des 50%, si l'on excepte les indécis. Dans le premier, on comptera Emmanuel Macron, François Fillon et Benoit Hamon. Dans le second, Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon et Nicolas Dupont Aignan ou encore François Asselineau.

Evidemment, une telle ligne de démarcation

traduit davantage le même diagnostic posé sur les problèmes que rencontrent les Français qu'une convergence idéologique, les solutions proposées dans chaque camp étant très différentes selon les candidats.

Les « réalistes », dont le positionnement va du conservatisme à la social-démocratie en passant par un progressisme social, s'inscrivent dans un cadre libéral. Ils acceptent l'Etat de droit et assument leur appartenance à l'Union européenne, l'euro, la mondialisation ou encore l'Otan.

Ils considèrent que la France doit d'abord régler ses propres problèmes, notamment en menant des réformes qui s'adaptent aux exigences d'une économie ouverte dans laquelle les entreprises sont le moteur de la création de richesse et de l'emploi.

Sur le plan diplomatique, ils se situent dans le camp occidental, c'est-à-dire celui des Etats-Unis et des autres pays européens, même si François Fillon a manifesté une ligne plus indépendante, en voulant renouer avec l'héritage gaulliste.

Au service de la société civile

Pour autant, ces réalistes ne pensent pas que les seules forces du marché peuvent résoudre tous les problèmes. Ils assignent un rôle à l'Etat qui doit être au service de la société civile, à travers ses fonctions régaliennes - sécurité des personnes et des biens, défense du territoire, justice -, mais aussi par une politique de redistribution qui offre des services en matière d'éducation, de santé, de protection sociale, notamment pour les plus défavorisés.

Leur réalisme est de rendre compatible cette redistribution avec la situation financière du pays. Bref, si « l'Etat ne peut pas tout » comme le disait Lionel Jospin, sa bonne gestion contribue à la dynamique de la société civile .

Au contraire, aux yeux des « contestataires », c'est le système actuel qui est la cause de tous les problèmes, en favorisant certaines catégories sociales au détriment d'autres.

Cette critique n'est pas sans fondement. Nombre de Françaises et de Français sont les laissés pour compte de certaines politiques d'aménagement du territoire, de la mondialisation et de l'Europe (qui met en concurrence directe des travailleurs avec des niveaux de salaires différents). Cela alimente un sentiment négatif chez les jeunes qui n'arrivent pas à intégrer le marché du travail si ce n'est sous

forme de petits boulots mal payés, chez les travailleurs précaires, chez les étudiants d'universités qui manquent de moyens des universités, chez les chômeurs...

Le nombre des « outsiders » face aux « insiders » augmente

Cette croissance du nombre des « outsiders » face aux « insiders » a été aussi alimentée par les promesses de Nicolas Sarkozy et de François Hollande, alors même que leurs quinquennats n'ont pas fondamentalement changé la situation sur le front de l'emploi.

Si, évidemment, les « contestataires » prônent des solutions radicalement différentes pour régler les problèmes, ils adoptent quelques positions fortes communes.

Ils considèrent que l'Union européenne, du moins telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, et son cœur, la zone euro, sont contraires aux intérêts de la France. Ils veulent donc renouer avec la pleine souveraineté nationale, pouvant aller jusqu'au retour au franc, seul gage à leur yeux pour retrouver les moyens de fixer une politique favorable aux intérêts du pays. Depuis que le Royaume Uni a montré la voie avec le Brexit, ce n'est plus une utopie.

Le rôle central de l'Etat

Surtout, cette conviction s'ancre dans la croyance que l'Etat joue le rôle central dans l'organisation de la société. A leurs yeux, il est non seulement l'instrument mais l'acteur qui fixe l'orientation de l'économie et résout les problèmes de la vie des citoyens. Puissant et volontariste, l'Etat affirme l'indépendance du pays dans la dure compétition imposée par la mondialisation.

Aussi, pour les « contestataires », la conquête de l'Etat est la condition vitale pour imposer des mesures comme le relèvement du salaire minimum, une baisse de l'âge de départ à la retraite, un « droit à l'emploi », une relance massive de l'investissement public. Des mesures dont la question du financement - problématique - est d'ailleurs reléguée au deuxième plan.

Finalement, ce seront plus l'affrontement entre des visions du monde qui aura dominé les débats de la campagne que l'évaluation des solutions concrètes présentées par les candidats. Et dimanche, si cette logique est respectée, on

devrait voir un candidat « réaliste » et un autre « contestataire » s'affronter pour le second tour.

latribune.fr

IV) Programme économique de Mélenchon: ses soutiens sont-ils vraiment convaincants?

Par Laurent Martinet



Plus de 160 économistes apportent leur soutien à Jean-Luc Mélenchon. Ce qui ne signifie pas nécessairement que son programme est applicable.... Photo d'illustration: en meeting à Dijon, le 18 avril 2017. REUTERS/Robert Pratta

Une centaine d'économistes ont affiché leur soutien au candidat de la France insoumise dans Libération. Mais pour Alternatives économiques, son programme ne tient pas la route.

Dépassé, Emmanuel Macron et les quarante économistes qui ont annoncé le soutenir. Mardi dans Libération, plus d'une centaine d'universitaires ont publié une tribune en faveur de Jean-Luc Mélenchon, appelant à voter pour lui à la présidentielle "pour une politique économique sérieuse et à la hauteur des enjeux."

"Il s'agit d'un réseau international de chercheurs post-keynésiens de renom", explique à L'Express Liêm Hoang-Ngoc, responsable du programme économique du candidat, et lui même signataire. Les signatures, au nombre de 131 il y a deux jours, ont atteint 162 ce jeudi. Des économistes,

originaires du monde entier, mais tous convaincus que ce plan de relance massif de 273 milliards d'euros est le mieux à même de faire redémarrer l'économie française. Parce qu'il tourne le dos aux politiques budgétaires restrictives suivies jusqu'à présent, quitte à creuser le déficit.

Pour ces économistes, l'investissement prime

Dans l'optique keynésienne en effet, la demande prime sur l'offre, c'est à dire que c'est la consommation qui doit stimuler la production, plutôt que le contraire. Pour les signataires, la transition écologique, qui doit être soutenue par la dépense publique, est une occasion parfaite de revoir le modèle de production au profit d'une consommation "de meilleure qualité." A l'image du 100% bio dans les cantines, cité en exemple.

Mais peut-on vraiment compter sur un cercle vertueux qui permettrait aussi de relancer la croissance? Référence de la pensée économique de gauche, la revue Alternatives économiques porte un jugement sévère sur ce même programme. Rappelant que l'endettement de la France est déjà très élevé, et que le taux de dépenses publiques est de 56,5% du PIB, l'auteur de l'article estime que la dynamisation de l'économie entraînée par les investissements risque de ne pas être suffisante pour faire reculer la dette. Un objectif de Jean-Luc Mélenchon, pourtant. D'autant qu'il s'agit aussi en parallèle d'augmenter la pression fiscale, ce qui pourrait avoir des effets négatifs sur l'activité.

Mais pour investir, il faut - encore - s'endetter

En outre, comme le programme du candidat de la France insoumise prévoit d'emprunter 100 milliards d'euros sur les marchés financiers, il dépend d'un contexte de taux d'intérêt bas, souligne l'article. Donc pas question de se fâcher trop fort avec la finance. Dans cette mesure, l'idée de remettre en cause la notion de "propriété de l'entreprise" pour en faire un bien commun entre les salariés et les détenteurs des capitaux, comme le proposent les signataires de la tribune, est de nature à faire hurler les investisseurs. Tout comme la stratégie musclée prônée face à l'Europe pour obtenir un nouveau cadre institutionnel. Ou à défaut en sortir.

Ce programme "profondément irréaliste [...] tend à mettre bout à bout toutes les revendications

traditionnelles de 'gauche'", sans se soucier des "contraintes internes et externes" au pays, déplore Alternatives économiques. Tout en affirmant que la prise en compte de ces contraintes n'oblige pas forcément à faire une politique "de droite."



V) Présidentielle 2017 : retour sur une campagne inédite

A trois jours du premier tour de l'élection présidentielle, le scrutin n'a jamais été aussi indécis. Retour sur une campagne aux nombreux rebondissements.

Par Yann Quercia @YannQuerciaa

François Hollande, Nicolas Sarkozy, Alain Juppé, Manuel Valls balayés de l'échiquier politique. Les affaires qui éclipsent la campagne. Le Parti socialiste au bord de l'implosion. Les « petits candidats » font parler d'eux. A trois jours du premier tour de l'élection présidentielle, le scrutin n'a jamais été aussi indécis.

Sarkozy, Hollande, Juppé, Valls : l'hécatombe des favoris

10 200 bureaux de vote, 80 000 bénévoles, 4,9 millions de participants au second tour, des débats de qualité : le succès de la primaire de la droite est incontestable. Avec une victoire très nette face à Alain Juppé au second tour, François Fillon, vainqueur inattendu, avait toute la légitimité pour mener une campagne dont il partait désormais comme grand favori.

L'histoire retiendra deux évènements. Alain Juppé, donné gagnant haut la main dans tous les sondages pendant les mois précédant la primaire, repart finalement dans sa mairie de Bordeaux, grand vaincu. Au terme d'une campagne parfois violente, qu'il a qualifiée de « campagne ignominieuse », Alain Juppé a la défaite digne. «

J'apporte dès ce soir mon soutien à François Fillon, je lui souhaite bonne chance pour sa campagne présidentielle, et la victoire en mai prochain. »

Il était revenu pour rassembler sa famille politique. Nicolas Sarkozy, battu dès le premier tour de la primaire, annonce dans un discours un nouveau retrait de la vie politique. « Il est donc temps pour moi d'aborder une vie avec plus de passions privées et moins de passions publiques. » Il ajoute « je ne suis pas parvenu à convaincre une majorité d'électeurs, je le respecte et comprends la volonté de ces derniers de choisir d'autres responsables politiques pour l'avenir », avant d'annoncer son soutien à François Fillon.

Un président et son premier ministre hors-jeu

La primaire de la gauche était taillée pour lui. François Hollande n'y participe finalement pas. Fait inédit sous la Ve République, le 1er décembre 2016, le président de la République prend tout le monde de court en déclarant, dans une annonce à suspense, qu'il ne participera pas à la primaire de la Belle Alliance populaire.

Cette annonce met fin à un feuilleton qui a commencé avec la sortie avancée du livre de Gérard Davet et Fabrice Lhomme, « Un président ne devrait pas dire ça... ». Les confidences du président aux journalistes ont provoqué un rejet massif dans ses troupes, jusqu'à Manuel Valls, qui, dans une interview au JDD, n'exclut pas de se présenter face au Président.

Cinq jours après l'annonce de François Hollande, Manuel Valls se déclare candidat à la présidence de la République, et donc à la primaire de la gauche.

La primaire de la Belle Alliance Populaire fait apparaître les divergences au sein du Parti socialiste. Au terme du second tour, marqué par une participation bien inférieure à celle de la primaire de la droite (1,9 million d'électeurs au second tour), c'est encore un résultat surprise. Benoit Hamon bat largement Manuel Valls, avec presque 59 % des voix. Il a désormais la tâche difficile de rassembler la gauche.

« Deux gauches irréconciliables »

Après sa victoire à la primaire de la gauche, Benoit Hamon est porté par une dynamique très favorable dans les sondages. Si la gauche veut remporter l'élection présidentielle, il doit

convaincre Yannick Jadot (EELV), mais surtout Jean-Luc Mélenchon, encore derrière lui dans les sondages à cette date.

L'alliance avec Yannick Jadot a lieu. Benoit Hamon espère encore pouvoir amener vers lui Jean-Luc Mélenchon. Une entrevue entre les deux hommes et quelques tractations plus tard, le candidat de La France insoumise met fin à l'espoir d'une alliance avec Benoît Hamon en meeting au Havre le 29 mars, en parlant « d'un impossible arrangement. » Jean-Luc Mélenchon talonne désormais Emmanuel Macron, Marine Le Pen et François Fillon dans les sondages.

Frondeur durant le quinquennat de François Hollande, Benoit Hamon reçoit peu de soutien de la part des ténors du gouvernement. Sa campagne patine, les courbes se croisent avec Jean-Luc Mélenchon et il dégringole peu à peu dans les sondages. Sa désignation à la primaire n'a pas permis de trancher entre les deux lignes au PS.

Une partie des hollandais et des vallsistes se rapprochent peu à peu du grand favori des sondages : Emmanuel Macron. Il enregistre les soutiens de Jean-Yves Le Drian, de Juliette Méadel, de Thierry Braillard, du radical Jean-Michel Baylet et, de manière moins franche, de Jean-Marie Le Guen. Considéré comme un novice en politique, le candidat et fondateur du mouvement « En Marche ! » n'est pas loin de réussir son pari. Candidat à la présidentielle sans jamais avoir été élu, Emmanuel Macron s'appuie sur un désir de renouvellement en politique et sur le rejet des élites. En tête dans tous les sondages depuis des mois, il pourrait même recevoir le soutien de François Hollande en cas de qualification au second tour.

Une campagne noyée dans les affaires

La campagne prend un autre tournant le mercredi 24 janvier. Le Canard enchaîné révèle que François Fillon a employé son épouse Penelope comme assistante parlementaire. Près d'un million de salaire accumulé et un soupçon d'emploi fictif pour sa femme mais aussi ses enfants. Une enquête judiciaire est ouverte et son image d'homme intègre est mise à mal.

François Fillon dément les accusations et joue le jeu de la transparence face à la justice. Interviewé sur TF1 le 26 janvier, il assure que seule une mise en examen pourrait le faire renoncer. Le 1er mars, il annule sa visite au salon de l'agriculture. Après une matinée de rumeurs, François Fillon annonce lui-même sa mise en examen et affirme : « je ne

céderai pas, je ne me retirerai pas, j'irai jusqu'au bout. »

Les unes du Canard s'enchaînent, près de 300 élus lâchent le candidat et l'hypothèse d'un plan B est de plus en plus présente. Alain Juppé et François Baroin sont les noms qui reviennent le plus souvent. Après un rassemblement réussi au Trocadéro, François Fillon tient bon et sera le candidat de la droite. Il devient le premier candidat à l'élection présidentielle mis en examen.

Il choisit de mener une campagne très offensive en surfant sur la vague du complot et, surtout, en désignant les médias et le président de la République comme responsables de ses déboires. Après avoir vacillé dans les sondages, il parvient peu à peu à se stabiliser derrière Marine Le Pen et Emmanuel Macron. A trois jours du scrutin, François Fillon conserve toutes ses chances d'être au second tour.

Marine Le Pen évite les juges

Les enquêtes judiciaires autour du Front National ne sont pas nouvelles. Quelles sont ces affaires ? Affaire micro-parti Jeanne, emprunts russes et déclarations sous-évaluées de patrimoine. Le 10 mars 2017, convoquée en vue d'une mise en examen dans l'affaire des emplois fictifs de ses assistants au Parlement européen, Marine Le Pen refuse de se rendre devant les juges.

Elle avance dans une lettre, révélée par Le Parisien : « Si l'immunité parlementaire existe, c'est précisément parce que les législateurs sont conscients que le pouvoir peut être amené à se servir de la justice pour tenter de gêner ou de persécuter un opposant politique". Comme François Fillon, elle choisit une stratégie offensive et accuse le calendrier judiciaire. Malgré les affaires, Marine Le Pen reste la grande favorite du premier tour.

Deux débats inédits et les « petits candidats »

Pour la première fois dans une élection présidentielle, deux débats entre les candidats ont lieu à la télévision dans l'entre-deux tour.

Pour le premier débat, TF1 choisit d'inviter seulement les cinq candidats les mieux placés dans les sondages. Considéré comme un exercice historique de la vie politique française, les « petits candidats » pointent du doigt cette décision. Coup de com' et ou indignation, Nicolas Dupont Aignan

quitte brusquement le plateau de TF1, le 19 mars, pour protester contre son absence du grand débat organisé par la chaîne. Actuellement crédité de 4 à 5 % dans les sondages, l'entourage de François Fillon a peur que celui-ci soit leur « Christianne Taubira de 2002 ».

Ce premier débat est suivi par près de 10 millions de français. Les candidats déroulent leur programme et on assiste à quelque passe d'armes entre les candidats.

Poutou fait le buzz

C'est finalement deux semaines plus tard que les candidats se retrouvent pour un débat à onze. Philippe Poutou, Jacques Cheminade, François Asselineau, Jean Lassalle, Nathalie Arthaud auront, comme les autres candidats, 17 minutes de temps de parole pour faire entendre leur voix.

Ce soir là, c'est Philippe Poutou qui fait parler de lui. Il fustige d'abord François Fillon « Quand on voit un Fillon qui se dit préoccupé par la dette, mais il y pense moins quand il se sert dans les caisses publiques... ». Il s'attaque ensuite à Marine Le Pen : « Nous, quand on est convoqué par la police, on n'a pas d'immunité ouvrière. » Stars des réseaux sociaux d'un soir, avec Jean Lassalle, ils se situent actuellement à 1,5 % dans les sondages.

**A Suivre...
La Presse en Revue**

Retour sur les primaires

<http://dai.ly/x5j14kg>

Deux gauches irréconciliables ?

<http://dai.ly/x5j14k5>

La campagne noyée dans les affaires

<http://dai.ly/x5j14jt>

Les débats et les "petits candidats"

<http://dai.ly/x5j14fx>